



Bulletin élaboré
par des travailleurs de
RENAULT
GRAND-COURONNE

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

l'étincelle

Pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : etincelle.rouen@orange.fr

Lundi 13 février 2012

Quand les banquiers s'en Grèce, la population s'embrase

Dimanche soir, en Grèce, en dépit de la colère du peuple, les députés votaient un énième plan d'austérité imposé par les banques et leurs représentants Merkel et Sarkozy. Les quelque 40 députés qui ont refusé le plan ont été exclus de leur parti, de droite ou de gauche !

Au menu cette fois, une baisse de 22 % du salaire minimum, qui passe à 586 euros bruts, la suppression de 15 000 emplois publics et de nouvelles coupes dans les retraites. Alors que le chômage officiel est de 21 %, que le nombre de sans-domicile a augmenté de 25 % en deux ans et que les salaires, quand ils sont versés, ne permettent plus de joindre les deux bouts, les dirigeants du pays privilégient encore les profits et les banques qui spéculent sur la dette.

Pourtant, ni la crise, ni la dette de la Grèce ne sont de la responsabilité des travailleurs grecs. Curieux que les huissiers du FMI ne s'en prennent ni aux biens de l'Eglise, ni sérieusement au famélique budget de l'armée grecque, l'une des meilleures clientes des marchands d'armes français, allemands ou américains ! Mais les

travailleurs ne se laissent pas faire et les opposants aux attaques sont toujours aussi nombreux depuis les grandes manifestations de juin et octobre 2011.

Vendredi et samedi, la grève générale appelée par les syndicats a rencontré un succès. À Athènes, les transports en commun étaient inexistantes, tandis qu'une banderole géante étendue sur l'Acropole dénonçait la « *dictature des monopoles de l'Union européenne* ». Dimanche, 100 000 manifestants se sont rassemblés devant le parlement, où les députés qui ont voté l'austérité récoltaient le mépris de la population. La révolte a grondé toute la nuit.

Ce hold-up contre les travailleurs grecs n'est que l'avant-goût de ce qui se prépare contre ceux de toute l'Europe, dont la France, comme le confirment les nouvelles annonces de Sarkozy. Reste à prendre exemple sur le peuple grec. Les banques et leurs huissiers imposent leur dictature et étranglent les peuples par gouvernements interposés : qui sème la misère, comme en Grèce, récoltera la tempête sociale.

Le meilleur des mondes de Sarkozy

Dans ses confidences au *Figaro Magazine*, Nicolas Sarkozy s'est découvert une nouvelle passion pour les référendums. Mais attention, il n'est pas question de laisser la population décider de l'âge de la retraite, des embauches dans les services publics, de l'augmentation des salaires. Il ne s'agit que d'opposer chômeurs et salariés, Français et immigrés, pour que les responsables de la crise puissent dormir tranquilles sur leurs milliards.

La proposition de vote ? Imposer aux chômeurs une prétendue formation dans un secteur choisi par un « *comité national* », à l'issue de laquelle ils seraient obligés d'accepter le premier emploi proposé. Ainsi, les salariés ne pourraient même plus choisir leur métier ! A quand une « civilisation supérieure », modèle Guéant-Sarkozy, où les individus devront exercer la profession que leur impose le haut de la hiérarchie sociale ?

En s'attaquant aux plus précaires, Sarkozy s'en

prend à tous les travailleurs. Obliger les chômeurs à accepter n'importe quel emploi, même pour un salaire de misère, loin de chez eux ou avec des cadences intenable, c'est faire pression sur l'ensemble des travailleurs.

Cela revient à accuser les licenciés de la rapacité des licenciés. Pourtant, aucun des mille chômeurs supplémentaires que Pôle Emploi compte chaque jour n'a choisi de perdre son travail. Au contraire, nombreux sont ceux qui se battent contre les suppressions d'emplois ou les fermetures d'usine.

Pour interdire les licenciements et obliger le patronat à prendre sur ses profits pour maintenir les emplois, il ne faut pas compter sur Sarkozy, ni d'ailleurs sur le futur président, quel qu'il soit.

Seuls les travailleurs, par leurs luttes et sans attendre d'être appelés à voter, sont en mesure de faire reculer patronat et gouvernement et d'imposer leurs intérêts.

CONTRE LE DUMPING SOCIAL, CONSTRUIRE UNE RIPOSTE INTERNATIONALISTE

Jeudi dernier, Carlos Ghosn a inauguré l'usine de Tanger, en présence du roi du Maroc. Une usine qui pourrait à terme produire 400.000 véhicules par an. Il a beau dire s'être « *engagé à ce que sur le moyen terme, la production en France de Renault augmente tous les ans* », on a bien compris l'intérêt de produire au Maroc avec un salaire moyen de 250€, près de deux fois moins qu'en Roumanie, près de 4 fois moins que le Smic en France.

La surexploitation imposée aux travailleurs marocains va devenir un redoutable moyen de chantage à notre rencontre, en France, mais aussi en Roumanie. La direction va nous sommer d'accepter « *de privilégier l'emploi sur le salaire ou le salaire sur l'emploi* », en fait d'accepter une baisse importante des salaires, comme cela vient d'être voté en Grèce. Avec la bénédiction de Sarkozy, qui vient de donner deux mois aux « partenaires sociaux » pour négocier des « *accords de compétitivité - emploi* », avec au bout du compte la remise en cause Code du travail et Conventions collectives. Sarkozy, qui dit vouloir combattre la désindustrialisation et les délocalisations, donne de fait son aval à une politique de « dumping social ».

Bien que l'Etat soit le premier actionnaire de Renault, Sarkozy n'a jamais envisagé d'imposer à Ghosn que tout investissement à l'étranger respecte les règles (salaires, conditions de travail,...) qui lui auraient été imposées en France, sous peine de sanctions. Il aurait fallu pour cela remettre en cause le droit pour les capitalistes, de disposer à leur profit de nos vies, ici et ailleurs. Contre leur mondialisation « capitaliste », la préservation de nos conditions d'existence nous impose de reconstruire une résistance de tous les travailleurs, en passant nous aussi par-dessus les frontières nationales, jusqu'à imposer un droit de regard et de veto des travailleurs, dans tous les pays, sur les décisions qui les concernent.

HONTEUX !

Il était une fois un directeur qui a eu la fabuleuse idée de mettre les WC dehors. Si le gain de place dans les ateliers a été négligeable, on ne peut pas en dire autant de l'hygiène. Durant les 15 jours des grands froids, tous étaient condamnés car l'arrivée d'eau était gelée. Résultat : il a fallu vite louer 4 sanisettes. A quand le retour de la cabane au fond du jardin ?

DOUBLE DISCOURS

Malgré des ventes de janvier 2012 en baisse par rapport à 2011, le Directeur Commercial France a déclaré être « *confiant*

quant aux résultats du Groupe sur l'ensemble de l'année ». Il prévoit une reprise des ventes de Renault au 2ème trimestre.

Lors de la 1ère réunion NAO sur les mesures salariales de 2012, la direction a au contraire insisté sur cette baisse. Quand on veut noyer son chien...

DOUBLE RECORD

« *L'alliance Renault-Nissan enregistre des ventes record en 2011 pour la 3ème année consécutive* » vient d'annoncer la direction de Renault dans un communiqué euphorique. Avec une hausse de ses ventes de 10,3 % en 2011, l'alliance passe devant Toyota et devient le 3ème constructeur mondial derrière GM et VW. Et Carlos Ghosn prévoit une nouvelle année record en 2012.

Pour l'emploi et les salaires, l'alliance bat aussi des records depuis 3 ans : gel des salaires en France, salaires low cost au Maroc, baisse des effectifs de Renault sas et de Nissan Motors, suppressions massives d'emplois en Russie... Après l'alliance des exploités, celle des salariés s'impose.

A DAVOS, ON NE FAIT PAS DE POLITIQUE

Ghosn a été l'une des stars du forum de Davos, ce grand raout où l'élite financière, économique et politique mondiale discute de ses affaires. Il s'en est pris encore au coût du travail en France : « *La TVA sociale, c'est une solution. Il faut enlever de la charge sur le travail et après, la mettre sur la TVA ou la mettre sur quelque chose d'autre, c'est une décision politique. Ce n'est pas notre débat.* »

Le transfert vers les consommateurs et les salariés du financement de la sécurité sociale n'est pas le problème de Ghosn, du moment qu'il peut augmenter ses marges. A part ça, il ne fait pas de politique.

ÉTAT CRIMINEL

Un inspecteur du travail de 32 ans s'est suicidé en janvier à cause du travail. C'est le quatrième suicide en trois ans, sachant qu'il n'y a que 767 inspecteurs en France. Comme dans toute la fonction publique, les postes d'agents de contrôle du travail sont supprimés rendant leur boulot insoutenable.

L'État cherche à financer le moins possible ceux qui, entre autres, vérifient que les patrons n'enfreignent pas le code du travail. Les agents de contrôle ont répondu par la grève pour réclamer la fin des suppressions de postes et la reconnaissance du suicide de leurs collègues en accident du travail.